

# Contre l'Europe forteresse

## Pour la liberté de circulation et d'installation

Depuis plus de 20 ans, l'Europe mène une véritable « guerre aux migrants ». Pour fuir la violence et la misère 16 250 hommes et femmes sont morts par noyade, asphyxie, faim, froid ou suicide. 13000 ont disparu en mer et la Méditerranée est devenue un grand cimetière marin. Depuis 20 ans toutes les politiques européennes consistent à renforcer les contrôles aux frontières et la surveillance biométrique. L'agence européenne FRONTEX peut même faire du profit sur de l'argent public en surveillant la Méditerranée, et l'Europe finance des camps d'exilés en Mauritanie, au Maroc, en Algérie et en Lybie.

Pour celles et ceux qui ont fui les violences des Balkans, des Carpates ou des ex-républiques soviétiques pour tenter de reconstruire leur vie en France, le quotidien est la peur de l'expulsion, les difficultés à se loger, à donner aux enfants une scolarité sereine et le mauvais accueil dans les préfectures où chaque demandeur d'asile est perçu comme un fraudeur indésirable. Quant aux Roms, pourtant citoyens européens, ils sont la cible préférée du Ministre de l'Intérieur devenu Premier ministre qui ne se soucie pas d'entretenir, à leur égard, discriminations et haineux phantasmes, ici comme partout en Europe.

Depuis des années nous dénonçons, parfois avec des élus socialistes à nos côtés, ces situations indignes et contraires aux engagements internationaux de la France. Depuis deux ans qu'elle est au pouvoir, la gauche n'a engagé aucune rupture avec la politique des Hortefeux, Besson, Guéant et les orientations européennes xénophobes de Berlusconi et Sarkozy persistent.

Le ministre Valls se targuait en mars devant la presse de rompre avec la « politique du chiffre ». Pourtant il se félicitait dans la circulaire du même mois de ce que « le niveau total des éloignements forcés atteint son plus haut niveau depuis 2006 ». En effet, ce texte encourage les préfets à user de tous les moyens de coercition avec le concours de la police : contrôles d'identité ciblés, interpellations des personnes à leur domicile ou dans les foyers où elles sont hébergées, enfermements en rétention, assignations à résidence avec obligation de pointage, retours « volontaires » fortement incités, placements en garde à vue, condamnations pénales des récalcitrants. Les associations et les travailleurs sociaux sont même invités à participer à la localisation des personnes en situation irrégulière. Alors des préfets peuvent gaspiller l'argent public à organiser des expulsions et être ensuite désavoués par la justice qui octroie l'asile aux personnes expulsées. Cela vient d'arriver à Clermont-Fd en ce début d'année, cela est certainement possible ailleurs.

**Alors au nom des Droits de l'Homme, du droit d'avoir des droits, du droit à vivre en famille, du droit au logement, du droit à faire des études, du droit à être protégé, du droit au travail, plus que jamais il faut une autre politique, qui tourne le dos à la xénophobie de l'Union Européenne.**

- Arrêt des expulsions
- Fermeture des Centres de Rétention Administrative
- Régularisation de tous les Sans-Papiers
- Rétablissement d'un véritable droit d'asile
- Liberté de circulation



---

### La situation des jeunes mineurs isolés est catastrophique.

Nous demandons la prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance de tous les mineurs isolés : plusieurs d'entre eux sont abandonnés à la rue. Nous demandons que la prise en charge de leur hébergement soit maintenue au-delà du jour de leur majorité. Nous dénonçons les examens osseux dont la fiabilité pour déterminer l'âge des personnes est mise en doute par le corps médical. Nous voulons que les jeunes en cours de scolarisation obtiennent à leur majorité un contrat jeune majeur leur permettant de continuer leur formation dans des conditions acceptables. A Clermont-Fd, des jeunes scolarisés sont sans toit, la préfecture ne peut l'ignorer.

**RESF 63 réunion chaque lundi à 18H, local LDH Centre Jean Richepin à Clermont-Ferrand**  
**Réseau Université Sans-Frontières, Fac de Lettres chaque mercredi à 17h.**